



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions

- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Communication Procurement Directorate/Direction de  
l'approvisionnement en communication  
360 Albert St./ 360, rue Albert  
12th Floor / 12ième étage  
Ottawa  
Ontario  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Transcription Services		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EN578-171290/A		<b>Date</b> 2016-12-12
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EN578-17-1290		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>File No. - N° de dossier</b> cy025.EN578-171290	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$CY-025-71967		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2016-11-25
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-12-20</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kamal, Mostafa A.		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> cy025
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 990-5858 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

---

La modification 001 vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

Q1) La demande de propositions indique que l'offrant doit livrer les transcriptions dans un délai correspondant à cinq fois la durée (en heures) de l'enregistrement et doit être en mesure d'offrir un temps d'exécution plus rapide avec les demandes urgentes.

- 1) Le décompte commence-t-il après que l'offrant a reçu le fichier audio ou vidéo ou à partir du moment où la transcription est demandée par le client?
- 2) Si la qualité du fichier audio s'avère inférieure à la qualité de diffusion, sera-t-il envisagé d'accorder du temps supplémentaire pour la livraison?

R1) Le temps d'exécution pour la livraison commence à la réception par le fournisseur des fichiers à transcrire. Tel qu'il est prévu à l'Annexe A – Énoncé des travaux :

“Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas en mesure de respecter les délais d'exécution demandés, le chargé de projet doit être avisé dans les deux (2) heures de la réception de la demande.

“Au moment de commencer le travail, si le fournisseur détermine que le nombre d'erreurs dans la transcription dépassera le taux d'erreurs de 5 p. cent en raison de la qualité de l'enregistrement, le chargé de projet et l'autorité contractante doivent en être avisés par écrit.

Dans l'éventualité d'un retard de livraison possible attribuable à la qualité de l'enregistrement, le chargé de projet se réserve le droit d'accorder du temps supplémentaire pour la livraison.

Q2) Tous les ministères sont-ils tenus d'utiliser cette offre à commandes?

R2) Les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État énumérés aux annexes I, I.1, II et III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, c. F-11 peuvent utiliser cette offre à commandes. Cependant, comme les services de transcription ne constituent pas un produit obligatoire, l'utilisation de l'offre à commandes est uniquement optionnelle pour les ministères.

Q3) Les demandes de services de transcription accélérés ou pour la même journée s'appliquent-elles uniquement aux ministères pouvant diffuser en continu la bande audio en temps réel?

R3) Le délai de livraison commence au moment où le fournisseur reçoit les enregistrements. Par conséquent, les services de transcription accélérés ou pour la même journée ne se limitent pas aux ministères pouvant diffuser en continu la bande audio en temps réel.

Q4) Lorsque des diffusions audio en continu sont fournies, comment la société de transcription est-elle en mesure d'identifier correctement les interlocuteurs et également de connaître la bonne orthographe des noms et la terminologie? Le ministère demandant les services fournira-t-il des notes et des consignes quant à l'orthographe correcte si la précision doit être assurée?

R4) Il est possible que des notes concernant notamment la terminologie et les noms ne soient pas automatiquement fournies aux fournisseurs. Ces derniers peuvent demander au chargé de projet de fournir ces renseignements.

Q5) À la page 36, il est énoncé ceci :

« Pour le volet 2 : À la demande du chargé de projet, en raison de la nature de l'exigence, l'entrepreneur doit être en mesure de fournir les services de transscripteurs dans une région géographique donnée. »

---

Dans quelles régions géographiques les transcripateurs seraient-ils tenus d'être situés?

- R5) Il est attendu que, pour la plupart des commandes subséquentes, les transcripateurs ne seront pas tenus d'être situés dans une région géographique particulière. Lorsqu'une telle exigence sera imposée, il peut s'agir de n'importe quel emplacement au Canada. Il est toutefois attendu qu'il s'agira d'un grand centre urbain.
- Q6) La page 35 établit les délais de livraison requis. Cela signifie-t-il que, si nous recevons à 14 h une commande subséquente ou une demande de transcription pour un fichier audio d'une heure avec livraison standard, celle-ci devra être livrée dans les quatre à six heures, soit entre 18 h et 20 h la même soirée?
- R6) Oui. Si le fournisseur n'est pas en mesure de respecter l'exigence, il doit communiquer avec le chargé de projet dans les deux (2) heures de la réception de la demande de transcription.
- Q7) Des estimations du volume mensuel ou annuel de demandes ont-elles été calculées?
- R7) Les demandes de transcription sont présentées selon les besoins et l'offre à commandes est ouverte à tous les ministères et à la plupart des organismes d'État pour une utilisation optionnelle. Par conséquent, il n'existe aucune estimation du volume de travail à venir.
- Q8) La demande d'offres à commandes contient deux volets, et les offrants ont l'option de soumettre une offre pour le volet 1 OU pour le volet 2 OU pour les deux volets.
- Veuillez préciser la définition de « volet ». Les audiences publiques, les enquêtes et les tribunaux ne sont pas tous des « procédures judiciaires ». Ne devrait-il pas y avoir uniquement deux volets simplement définis comme « Général » et « Procédures judiciaires »?
- A8) **VOLET 1 : GÉNÉRAL** – comprend la plupart des services de compte rendu textuel de clients fournissant des enregistrements audio ou vidéo. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les discours, les conférences de presse et les entrevues (il s'agit uniquement d'exemples et ne constitue pas une liste exhaustive). Le volet 1 exclut les procédures judiciaires et les transcriptions d'émissions radiophoniques et télévisées.
- VOLET 2 : PROCÉDURES JUDICIAIRES** – comptes rendus textuels d'enregistrements audio ou vidéo fournis par des clients pour des procédures judiciaires, comme des audiences publiques, des enquêtes et des tribunaux. Le volet 2 exclut les services de transcription des délibérations des tribunaux sur place.
- Q9) Les échéances dépendent de la durée de l'enregistrement, de l'heure de réception et de la qualité du fichier audio fourni. Diverses catégories de délai de livraison pourraient ne pas s'appliquer avec ces facteurs. Il devrait être clairement établi que les clients sont responsables de leurs fichiers audio puisque ceux-ci leur appartiennent. Les clients devraient être tenus de communiquer avec le fournisseur et de soumettre leurs demandes avant le début du processus de passation de marchés.

Remarque :

- Il y a une différence considérable entre la réception à 9 h d'un fichier audio de deux heures de bonne qualité et la réception à 17 h d'un fichier audio de deux heures.
- Il est réaliste de s'attendre à ce qu'un fichier audio d'une heure de bonne qualité soit livré dans un délai de quatre à six heures. Il peut également être possible de renvoyer un fichier de deux heures dans un délai de huit à douze heures. Il est cependant peu probable qu'un fichier de six heures puisse être livré dans un délai de 24 à 30 heures.
- Pour respecter ces délais de livraison étalonnés, est-il permis d'utiliser des transcriptions générées à l'aide d'un logiciel?

A9) À la réception d'une demande de transcription, le fournisseur doit communiquer avec le chargé de projet pour confirmer les exigences quant à la livraison ou pour l'aviser qu'il ne sera pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés. Le fournisseur doit communiquer avec le chargé de projet dans les deux heures de la réception de la demande de transcription.

Cette offre à commandes concerne les comptes rendus textuels d'enregistrements fournis par des clients, et tous les services offerts doivent satisfaire à l'ensemble des exigences indiquées dans la demande d'offres à commandes, y compris les dispositions prévues à l'Annexe A – Énoncé des travaux. Il incombe au fournisseur de déterminer la méthode de transcription utilisée. Le fournisseur doit s'assurer que la transcription livrée satisfait aux normes requises (y compris, sans s'y limiter, l'orthographe et le formatage).

Q10) Exigence obligatoire O3 – Comment les « offrants » peuvent-ils chacun fournir deux projets? Les exemples desdits projets sont associés à des fichiers audio fournis par des clients, et les transcriptions produites appartiennent aux clients de l'« offrant » et sont assujetties à des règles de confidentialité.

R10) L'exigence O3 n'exige pas de copies d'enregistrements fournis par les clients ou de copies des transcriptions connexes. Tel qu'il est indiqué dans l'exigence O3, les offrants sont tenus de décrire deux (2) projets pertinents et de fournir les renseignements applicables.

Q11) R3 – Comment les « offrants » peuvent-ils chacun fournir deux projets? Les exemples desdits projets sont associés à des fichiers audio fournis par des clients, et les transcriptions produites appartiennent aux clients de l'« offrant » et sont assujetties à des règles de confidentialité.

R11) Les offrants doivent fournir un échantillon d'une transcription en anglais et un échantillon d'une transcription en français ainsi que le fichier source audio ou vidéo sur CD ou DVD. Les échantillons n'ont pas à correspondre à un enregistrement fourni par un client en particulier; il pourrait notamment s'agir d'une conférence de presse ou d'une réunion.

Q12) On fait référence à la section IV à la page 10 de 59, or, elle ne figure pas à la page 9 de 59. Les fournisseurs doivent-ils inclure la section IV dûment remplie dans leurs offres?

R12) Seuls les offrants soumettant une offre comportant une cote de protection des documents doivent remplir la section IV et la soumettre avec leur offre. Les offrants admissibles à une offre à commandes assortie d'une cote de protection de documents qui ne soumettent pas cette section avec leur proposition doivent fournir les renseignements y étant exigés dans le cadre du processus de vérification de la sécurité, avant l'émission de l'offre à commandes.

Q13) La partie 5 (page 19 de 59) est intitulée « ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ». Les soumissionnaires doivent-ils inclure la partie 5 et la partie 6 dans leur offre et les soumettre pour la section III?

R13) Les offrants doivent remplir et soumettre la partie 5. La partie 6 renvoie aux exigences de sécurité pour les commandes subséquentes individuelles, et aucun renseignement n'est requis. Si un fournisseur souhaite présenter une demande pour une cote de sécurité, il doit communiquer avec le responsable de l'offre à commandes s'il doit être parrainé.

Q14) Si un soumissionnaire soumet une offre pour les deux volets (1 et 2), mais qu'il n'est pas retenu pour le volet 2, par exemple, se qualifie-t-il toujours pour le volet 1?

R14) Oui.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
EN578-171290/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
EN578-17-1290

Amd. No. - N° de la modif.  
001  
File No. - N° du dossier  
CY025. EN578-171290

Buyer ID - Id de l'acheteur  
CY025  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Q15) Paiement électronique des factures. Le fait d'accepter les cartes de crédit comme forme de paiement électronique peut être quelque peu dispendieux avec le temps pour les fournisseurs qui l'acceptent (coûts à absorber par le fournisseur ou refiler au client final), tandis que le paiement par dépôt direct n'est pas assorti des mêmes types de coûts. Dans l'optique d'offrir au gouvernement les taux de service les plus bas que les fournisseurs peuvent payer, la demande d'offres à commandes comporte-t-elle une option permettant d'accepter les paiements par dépôt direct et non par carte de crédit?

R15) Le fait d'accepter les paiements par carte de crédit est une option seulement et non pas une exigence.

**Toutes les autres modalités demeurent inchangées.**